

Art. 17. De Minister tot wiens bevoegdheden de Administratie behoort is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 14 oktober 1993.

De Voorzitter van de Regering,  
belast met Economie, KMO's en Externe Betrekkingen,  
G. SPITAEELS

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden,  
belast met Plaatselijke Besturen, Administratie en Gesubsidieerde Werken,  
G. MATHOT

F. 94 — 413

[C — 27050]

**14 OCTOBRE 1993. — Arrêté du Gouvernement wallon  
relatif aux délégations de pouvoirs spécifiques au Ministère wallon de l'Équipement et des Transports**

Le Gouvernement wallon,

- Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 69;
  - Vu la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions, modifiée par la loi du 21 mars 1991;
  - Vu la loi du 14 juillet 1976 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services, modifiée par les lois du 4 août 1978, du 2 juillet 1981, du 12 avril 1983 et du 6 juillet 1989, notamment l'article 2, § 3;
  - Vu les lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991;
  - Vu l'arrêté royal n° 5 du 18 avril 1967 relatif au contrôle de l'octroi et de l'emploi de subventions;
  - Vu l'arrêté royal du 22 avril 1977 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services, modifié par les arrêtés royaux des 28 mai 1979, 4 février 1980, 20 août 1981, 30 mars 1983, 19 août 1985 et 19 mars 1990;
  - Vu l'arrêté royal du 13 décembre 1977 relatif aux délégations de pouvoir en matière de passation et d'exécution des marchés publics de travaux, de fournitures et de services, modifié par l'arrêté royal du 20 août 1981;
  - Vu l'avis de l'Inspection des Finances;
  - Vu l'accord du Ministre ayant le budget dans ses attributions;
  - Vu l'accord du Ministre qui a l'administration dans ses attributions;
  - Vu le procès-verbal de la réunion du Comité supérieur de Concertation de la Région wallonne du 24 septembre 1993;
  - Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par les lois des 9 août 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;
  - Vu l'urgence;
- Considérant qu'il s'impose d'octroyer, sans retard, les délégations de pouvoirs que requiert le bon fonctionnement du service public,

Arrête :

**TITRE Ier. — Dispositions générales**

**Article 1er.** Les délégations de pouvoirs sont octroyées aux membres du personnel statutaire du Ministère wallon de l'Équipement et des Transports, affectés sur les emplois du cadre du personnel dudit Ministère.

Les délégations octroyées au titulaire d'une fonction le sont également au fonctionnaire chargé de cette fonction.

**Art. 2. § 1er.** En cas d'absence ou d'empêchement d'un fonctionnaire délégué, les délégations dont il est investi sont, à défaut de dispositions contraires, accordées pendant la durée de l'absence ou de l'empêchement, au fonctionnaire de la Direction générale, de la Division ou de la Direction concernée, possédant la plus grande ancienneté de grade dans le grade de rang immédiatement inférieur mais de rang 13 au moins.

§ 2. Par dérogation à l'alinéa 1er, en cas d'absence ou d'empêchement du secrétaire général, les délégations dont il est investi en vertu du présent arrêté sont, à défaut de dispositions contraires, accordées, pendant la durée de l'absence ou de l'empêchement, au directeur général possédant la plus grande ancienneté de grade.

§ 3. Dans les directions territoriales du Ministère wallon de l'Équipement et des Transports, le fonctionnaire investi de délégation doit être titulaire d'un grade de rang 10 au moins.

**Art. 3.** Les supérieurs hiérarchiques d'un fonctionnaire délégué peuvent, pour quelque cause que ce soit, exercer les délégations octroyées à celui-ci par le présent arrêté. Ils ne peuvent toutefois substituer leur décision à celle prise et notifiée par le fonctionnaire délégué.

**Art. 4.** Les montants prévus par le présent arrêté couvrent la totalité de la dépense et s'entendent taxe sur la valeur ajoutée non comprise. Lorsqu'il s'agit de la souscription à un abonnement, à une revue, à un périodique ou à une banque de données ou lorsqu'il s'agit d'une location, la dépense couvre le coût annuel de l'abonnement ou de la location à l'exclusion de la taxe sur la valeur ajoutée.

## TITRE II - Délégations en matière des marchés publics de travaux, de fournitures et de services

### CHAPITRE 1er. - Dispositions relatives au mode de passation,

#### à la passation du marché, à l'approbation des cahiers des charges et à l'engagement de la procédure

**Art. 5.** Sans préjudice :

1° des articles 3, § 2, et 12, § 2, de la loi du 14 juillet 1976 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services;

2° de l'article 34 de l'arrêté royal du 22 avril 1977 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services prescrivant les mêmes principes que ceux visés à l'article 12, § 2, de la loi du 14 juillet 1976 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services pour les marchés imposant ou autorisant des variantes;

3° de l'article 2, § 1er, alinéa 2, 1° de l'arrêté royal du 13 décembre 1977 relatif aux délégations de pouvoirs en matière de passation et d'exécution des marchés publics de travaux, de fournitures et de services;

4° du programme d'investissements approuvés en application de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 31 janvier 1991 portant règlement du fonctionnement de l'Exécutif régional wallon, modifié par l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 16 janvier 1992, ont délégation pour :

1° procéder au choix du mode de passation du marché, à la passation du marché et à l'engagement de la procédure y afférente : les titulaires des fonctions, reprises à l'annexe I, jusqu'à concurrence des montants correspondants.

Les titulaires de ces fonctions sont, dans le cadre de leur délégation, autorisés à imposer le contrôle des prix, lorsque celui-ci n'est pas obligatoire, dans les conditions fixées par l'article 7 de l'arrêté royal du 22 avril 1977 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services;

2° approuver le cahier spécial des charges ainsi que les plans annexés ou les documents en tenant lieu : les titulaires des fonctions de directeur (rang 14 ou 13).

Cette délégation, à l'exception de ce qui concerne le programme d'entretien, n'est valable que pour autant que les travaux et services en question soient prévus nommément dans un programme détaillé approuvé par le Ministre.

**Art. 6.** En ce qui concerne l'approbation du cahier spécial des charges ou des documents en tenant lieu, seul le directeur général de l'Administration concernée, peut :

1° sous réserve d'avis conforme de l'inspecteur général de la Division du Contentieux et des Etudes juridiques, décider, dans les limites de l'article 3, § 2, 1° et de l'article 43, § 4, de l'arrêté royal du 22 avril 1977 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services, de déroger au cahier général des charges; en cas d'avis non conforme, le directeur général de l'Administration concernée peut soumettre la dérogation à la décision du secrétaire général;

2° sous réserve d'avis préalable de l'inspecteur général de la Division du Contentieux et des Etudes juridiques, prévoir l'octroi d'avances par application de l'article 10 de l'arrêté royal du 22 avril 1977 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services;

3° déroger au principe du forfait, par application de l'article 6 de l'arrêté royal du 22 avril 1977 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services, en traitant à prix provisoires ou à remboursement des prix;

4° déroger à un cahier des charges-type.

**Art. 7.** En ce qui concerne la passation du marché, seul le directeur général de l'Administration concernée peut, sous réserve d'avis préalable du directeur général des Services techniques :

1° écarter une soumission dans les cas d'irrégularité prévus à l'article 25 de l'arrêté royal du 22 avril 1977 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services;

2° décider de ne pas attribuer le marché et de mettre fin à la procédure et le cas échéant, décider, dans les limites de sa délégation, d'entamer une nouvelle procédure;

3° faire application de l'alinéa 2, 2e et 3e hypothèses de l'article 38 ou de l'alinéa 2, 2e et 3e hypothèses de l'article 46, § 2, de l'arrêté royal du 22 avril 1977 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

**Art. 8.** En ce qui concerne la passation du marché, les délégations prévues à l'article 5 du présent arrêté ne peuvent s'exercer que sous réserve d'avis préalable du directeur général des Services techniques lorsque le montant de la soumission ou de l'offre régulière la plus basse atteint 10 millions de francs et se situe à plus de 10 % au-dessus, ou 15 % en-dessous du montant moyen des offres.

### CHAPITRE II. - Dispositions relatives à l'exécution des marchés

**Art. 9.** Le fonctionnaire ayant délégation pour passer un marché a également délégation pour prendre les décisions ayant trait à la simple exécution de ce marché.

Toutefois, le directeur général de l'Administration concernée a délégation pour les décisions relatives à la simple exécution des marchés passés par le Ministre.

Sont considérées comme décisions relatives à la simple exécution d'un marché celles qui restent dans les limites de l'objet du marché.

**Art. 10.** Pour les décomptes résultant de l'application des clauses contractuelles, ainsi que pour les décomptes régularisant des états estimatifs approuvés et dont les postes sont la reproduction conforme des états estimatifs qu'ils remplacent, délégation d'approbation est donnée au directeur concerné sans limitation de montant.

Délégation est donnée au directeur général concerné pour accorder des prolongations de délais, résultant soit du fait de l'Administration ou de la survenance de circonstances que le cocontractant ne pouvait éviter et aux conséquences desquelles il ne pouvait obvier, malgré qu'il ait fait toutes les diligences nécessaires, ou soit également du fait de l'application des décomptes.

Cette délégation ne peut s'exercer que si elle ne donne pas lieu à l'octroi d'une indemnité conventionnelle.

**Art. 11. § 1er.** Délégation est accordée aux fonctionnaires repris à l'annexe II (1°) pour approuver jusqu'à concurrence des montants correspondants, les décomptes contenant des prix à convenir qui résultent de modifications apportées aux travaux dans les limites fixées par l'objet du marché, en application des dispositions de l'article 42 de l'arrêté ministériel du 10 août 1977 établissant le cahier général des charges des marchés publics de travaux, de fournitures et de services et (2°) pour accorder les prolongations de délai correspondantes.

Les plafonds exprimés en montants s'appliquent d'égale façon aux états, devis et décomptes non contractuels en plus et aux états, devis et décomptes non contractuels en moins. Pour déterminer le plafond en pourcentage, tous les états, devis et décomptes antérieurs non contractuels sont totalisés comme s'il s'agissait d'états, de devis ou de décomptes non contractuels en plus.

§ 2. Les décomptes à prix convenus doivent être soumis, à l'avis préalable du directeur général des Services techniques, lorsque les travaux en plus à prix convenus, figurant à ces décomptes, atteignent ou dépassent 2 millions de francs et cela quel que soit le montant final des décomptes.

**Art. 12. § 1er.** Délégation est accordée au directeur général de l'Administration concernée pour déroger, par décision motivée, aux dispositions et conditions essentielles du marché en application de l'article 54 de l'arrêté royal du 22 avril 1977 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services. Ladite délégation est limitée aux marchés dont le montant ne dépasse pas celui fixé, pour l'inspecteur général, pour les marchés de gré à gré visés à l'annexe I.

§ 2. Sous réserve de l'avis conforme de l'inspecteur général de la Division du Contentieux et des Etudes juridiques, les titulaires des fonctions reprises en annexe I ont délégation :

1° pour accorder ou refuser une remise d'amendes à concurrence de 10 % des montants y indiqués;

2° pour appliquer les mesures d'office aux contractants à concurrence des montants et des modes de passation de marché y indiqués.

§ 3. Délégation est accordée au directeur concerné pour décider de la libération des cautionnements, sauf en cas de litige où cette décision est réservée à l'inspecteur général de la Division du Contentieux et des Etudes juridiques.

**Art. 13.** Les directeurs, chacun pour ce qui les concerne, ont délégation pour approuver et ordonner les dépenses engagées par l'ordonnateur primaire à charge des crédits inscrits au budget administratif du Ministère wallon de l'Équipement et des Transports à l'exception des dépenses en matière de personnel, de missions à l'étranger, de biens et services non spécifiques.

### TITRE III. — Dispositions relatives aux autres délégations

#### CHAPITRE 1er. — Délégations particulières communes

**Art. 14.** Délégation est accordée aux titulaires des fonctions reprises à l'annexe I au présent arrêté et jusqu'à concurrence des montants y indiqués pour conclure des marchés de services avec des tiers, personnes morales dans les domaines d'activités faisant explicitement partie des attributions des Directions comprenant des services spécialisés de conception, d'études, de contrôle et de réception.

**Art. 15.** Délégation est accordée pour autoriser les dépenses de services autres que celles relatives aux marchés aux titulaires des fonctions reprises à l'annexe II du présent arrêté et à concurrence des montants y indiqués.

**Art. 16.** Délégation à concurrence de 20 millions de francs, est accordée au directeur général de l'Administration concernée pour prendre les mesures d'exécution des expropriations décidées par le Ministre.

**Art. 17.** Délégation est accordée au directeur concerné pour ordonner toute recette relative aux droits constatés au profit du Ministère wallon de l'Équipement et des Transports.

En matière de dommages causés par des tiers aux biens meubles et immeubles gérés par le Ministère wallon de l'Équipement et des Transports, délégation est donnée à tout agent du district du lieu du dommage, de niveau 3 au moins, pour effectuer les premières constatations nécessaires à la poursuite de leurs auteurs.

**Art. 18.** Délégation est accordée au directeur général de l'Administration concernée pour conclure les baux à loyer pour autant que le loyer annuel ne dépasse pas 1 million de francs.

**Art. 19.** Délégation est accordée au directeur général de l'Administration concernée pour conclure les conventions réglant les indemnités pour dommages locatifs pour autant que leur montant ne dépasse pas 1 250 000 francs.

**Art. 20.** Délégation pour approuver les dépenses relatives au paiement des intérêts de retard, est accordée aux directeurs généraux, lesquels devront justifier trimestriellement le motif du retard auprès du Ministre.

**Art. 21.** Délégation est accordée au directeur général de l'Administration concernée pour autoriser la remise, par l'intermédiaire de la Direction des Recettes, de biens immobiliers sans emploi, à l'exclusion des bâtiments administratifs et techniques ayant été utilisés par l'Administration, sous réserve de l'avis préalable de la Direction de la Gestion immobilière quand la valeur du bien estimée par le Comité d'Acquisition d'immeuble de l'Etat est supérieure à 1 million de francs.

**Art. 22.** Délégation est accordée à l'inspecteur général concerné pour autoriser la remise, par l'intermédiaire de la Direction des Recettes, de biens mobiliers sans emploi, sous réserve de l'avis préalable de la direction de la Gestion mobilière lorsque la valeur estimative du bien est supérieure à 100 000 francs.

**Art. 23.** Délégation est accordée au secrétaire général pour autoriser le personnel du Ministère wallon de l'Equipement et des Transports à effectuer au sein des pays membres de la Communauté européenne, des missions en rapport avec l'exécution des marchés publics dont sont en charge leur direction, à l'exception de toute mission de relations publiques ou de formation pour autant que le coût total par personne ne dépasse pas 100 000 francs.

Délégation est accordée à chaque directeur général pour approuver les décomptes relatifs aux missions visées à l'alinéa précédent.

#### CHAPITRE II. — *Délégations particulières au secrétariat général*

**Art. 24.** Délégation est accordée au secrétaire général pour :

- a) conclure les baux à loyer pour autant que le loyer annuel ne dépasse pas 5 millions de francs;
- b) conclure les conventions réglant les indemnités pour dommages locatifs pour autant que leur montant ne dépasse pas 5 millions de francs.

**Art. 25.** L'inspecteur général de la Division des Recettes et de la Comptabilité est désigné comme fonctionnaire de surveillance pour approuver les comptes des comptables extraordinaires à l'exception des comptables extraordinaires des cabinets ministériels.

**Art. 26.** Délégation est accordée au receveur général pour ester en justice, acquiescer à un jugement, interjeter appel ou exercer toute voie de recours appropriée dans le cadre de tout litige portant sur les matières relevant de sa gestion comptable.

Il peut, en outre, prendre toute mesure conservatoire et, notamment, signer et déposer, en cas de faillite ou de concordat, toutes déclarations de créances qui procèdent des mêmes matières.

**Art. 27.** Délégation est accordée au directeur de la Comptabilité départementale pour signer les ordonnances de dépenses à charge du budget administratif du Ministère wallon de l'Equipement et des Transports.

En cas d'absence ou d'empêchement du fonctionnaire mentionné à l'alinéa 1er, un attaché de la Direction de la Comptabilité départementale, préalablement désigné par le directeur de cette Direction, est habilité à exercer cette délégation.

#### CHAPITRE III. — *Délégations particulières à la Direction générale des Autoroutes et des Routes*

**Art. 28.** Délégation est accordée au directeur général pour :

- a) conclure les conventions fixant les interventions des communes dans les frais afférents à l'établissement de dispositifs d'évacuation des eaux, à concurrence de 3 millions de francs;
- b) accorder des dérogations en matière d'utilisation des zones de dégagement le long des autoroutes.

**Art. 29.** Délégation est accordée au directeur concerné pour :

- a) conclure les conventions avec les communes en vue du paiement, de l'entretien et du renouvellement de la signalisation routière;
- b) autoriser les conventions relatives à la construction de canalisations souterraines traversant les routes et les autoroutes;
- c) fixer les spécifications conditionnant la construction le long de la voirie, notamment en matière d'alignement et de zone de recul;
- d) autoriser la plantation et l'élagage des arbres le long de la voirie et la plantation de haies;
- e) faire planter, élaguer et abattre les plantations fonctionnelles et ornementales sur le domaine public géré par le Ministère wallon de l'Equipement et des Transports;
- f) donner avis conforme, dans les limites de leur ressort, en application de l'article 21 de l'arrêté royal du 21 août 1967 réglementant les courses cyclistes et les épreuves de cyclo-cross, modifié par l'arrêté royal du 6 février 1970.

Toutefois, l'avis conforme doit être donné par le directeur général lorsque plusieurs directions sont concernées;

g) donner autorisation en matière d'admission et de circulation sur les autoroutes dans les limites de leur ressort, en application de l'article 59.10.2 de l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière.

Toutefois, l'autorisation doit être donnée par le directeur général lorsque plusieurs directions sont concernées;

h) sans préjudice des autres autorisations nécessaires, accorder à des tiers, à titre précaire, toute autorisation d'occuper le domaine public de leur ressort ou d'y effectuer des travaux de toute nature pour l'établissement, notamment, de trottoirs, de pompes à essence, d'augettes, de kiosques, de boîtes à lettres, de réverbères, de bouches d'eau, d'installations auxiliaires de gaz et d'électricité, de raccordements de chemins et accès privés, de panneaux et colonnes réclames, de bornes fontaines, de zones de stationnement, de clôtures et toutes installations similaires.

#### CHAPITRE IV. — Délégations particulières à la Direction générale des Voies hydrauliques

**Art. 30.** Délégation est accordée au directeur général pour :

- a) interdire la navigation sur les voies d'eau dans les cas justifiés par les nécessités de service;
- b) interdire la circulation notamment sur les ponts, chemins de halage et routes longeant la voie d'eau dans les cas justifiés par les nécessités de service;
- c) conclure les conventions avec les provinces, les communes et d'autres établissements publics, en vue de la remise de la gestion des chemins de halage ou des routes longeant les voies navigables ou voies assimilées;
- d) accorder les dérogations prévues à l'article 1er, alinéa 4 de l'arrêté royal du 3 novembre 1975 modifiant l'arrêté royal du 15 octobre 1935 portant règlement général des voies navigables du Royaume.

**Art. 31.** Délégation est accordée au directeur concerné pour :

- a) accorder à des tiers, à titre précaire, toute autorisation d'occuper, à un titre quelconque, le domaine public faisant partie des voies navigables, des ports ou de leurs dépendances, en application des directives fixées par le directeur général;
- b) faire planter, élaguer et abattre les plantations fonctionnelles et ornementales le long des voies d'eau et des plans d'eau;
- c) autoriser, à titre précaire, les travaux de toute nature le long des voies d'eau et des plans d'eau ou sur leurs dépendances dans les limites déterminées par les réglementations et instructions.

#### CHAPITRE V. — Délégations particulières à la Direction générale des Transports

**Art. 32.** Délégation est accordée au directeur général pour :

- a) délivrer les autorisations relatives à la création, la modification ou la suppression des services réguliers;
- b) délivrer les autorisations relatives à la création, la modification ou la suppression des services réguliers spécialisés, à l'exception des services de ramassage scolaire;
- c) délivrer les autorisations relatives aux services temporaires;
- d) délivrer les autorisations relatives aux services de renforcement;
- e) mettre en oeuvre les propositions émanant des Commissions des services réguliers, réguliers spécialisés et des services taxis.

**Art. 33.** Délégation est accordée au directeur concerné pour :

- a) approuver les modifications apportées aux horaires des lignes régulières et régulières spécialisées;
- b) approuver les mesurages et les tableaux de sectionnement des lignes régulières.

#### CHAPITRE VI. — Délégations particulières à la Direction générale des Services techniques

**Art. 34.** Délégation est accordée au directeur général des Services techniques pour prendre, à concurrence de 12 millions de francs tant en principal qu'en intérêts et sous réserve, lorsqu'il s'agit de marchés publics, de l'avis conforme du directeur général de l'Administration concernée, toute décision d'acquiescement ou de désistement lors d'instances ou d'actions judiciaires et approuver toute dépense y relative.

**Art. 35.** Délégation est accordée à l'inspecteur général de la Division du Contentieux et des Etudes juridiques pour :

- a) intenter toute action en justice à concurrence de 25 millions de francs;
- b) pour prendre, à concurrence de 6 millions de francs tant en principal qu'en intérêts, et sous réserve, lorsqu'il s'agit de marchés publics, de l'avis conforme du directeur général concerné, toute décision d'acquiescement ou de désistement lors d'instances ou d'actions judiciaires et approuver toute dépense y relative.

**Art. 36.** Délégation est accordée à l'inspecteur général de la Division du Contentieux et des Etudes juridiques pour :

- a) approuver les dépenses de toutes natures et notamment celles, tant en principal qu'en intérêts, résultant d'instances judiciaires et de transactions, celles relatives aux honoraires d'avocats ou d'experts ainsi que les frais de justice à concurrence de 500 000 francs;
- b) approuver la libération des cautionnements litigieux.

**Art. 37.** Délégation est accordée aux directeurs de la Division du Contentieux et des Etudes juridiques pour :

- signer pour réception les exploits d'huissiers signifiés à la Région wallonne dans les matières rentrant dans les attributions du Ministère wallon de l'Équipement et des Transports;
- signer pour réception les pièces de procédures judiciaires et extrajudiciaires concernant la Région wallonne dans les matières rentrant dans les attributions du Ministère wallon de l'Équipement et des Transports;
- sans préjudice des dispositions de l'article 26, signer et déposer, en cas de faillite ou de concordat, toute déclaration de créance quel qu'en soit le montant.

**Art. 38.** Délégation est accordée sans limitation de montants :

- à l'inspecteur général de la Division des Équipements électromécaniques et de Télécommunications pour :
  - \* conclure des conventions avec les distributeurs intéressés pour la fourniture d'énergie électrique aux divers services de la Région wallonne;
  - aux ingénieurs industriels et ingénieurs techniciens pour :
    - \* engager, approuver et ordonnancer toutes factures de consommation d'énergie électrique relative aux installations dont ils sont responsables.

#### TITRE IV. — Dispositions finales et abrogatoires

**Art. 39.** Est abrogé l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 15 mars 1990 relatif aux délégations de pouvoirs accordées aux fonctionnaires du Ministère wallon de l'Équipement et des Transports, modifié par les arrêtés de l'Exécutif régional wallon du 5 juillet 1990, du 10 janvier 1991, du 4 juillet 1991 et du 16 juin 1992.

Art. 40. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er janvier 1994.

Art. 41. Le Ministre du Développement technologique et de l'Emploi, le Ministre des Affaires intérieures, chargé des Pouvoirs locaux, de l'Administration et des Travaux subsidiés, le Ministre des Transports, le Ministre des Travaux publics et le Ministre de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Budget sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 14 octobre 1993.

Le Président du Gouvernement, chargé de l'Economie, des P.M.E. et des Relations extérieures,  
G. SPITAELS

Le Ministre du Développement technologique et de l'Emploi,  
A. LIENARD

Le Ministre des Affaires intérieures, chargé des Pouvoirs locaux, de l'Administration et des Travaux subsidiés,  
G. MATHOT

Le Ministre des Transports,  
A. BAUDSON

Le Ministre des Travaux publics,  
J.-P. GRAFE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Budget,  
R. COLLIGNON

#### Annexe I

#### Choix du mode de passation de marché, passation du marché et engagement de la procédure

A l'exclusion des dépenses de service autres que celles relatives aux marchés, délégation est accordée pour choisir le mode de passation du marché, pour le marché et engager la procédure, aux titulaires des fonctions reprises ci-dessous jusqu'à concurrence des montants suivants (HTVA)

	Adj. publique appel d'offre général	Adj. restreinte appel d'offre restreint	Marché de gré à gré
1° en ce qui concerne les travaux			
directeur	7,5 millions	3,5 millions	2 millions
inspecteur général	15 millions	7,5 millions	3,5 millions
directeur général	25 millions	15 millions	5 millions
secrétaire général	37,5 millions	20 millions	7,5 millions
2° en ce qui concerne les fournitures			
directeur	5 millions	2 millions	1 million
inspecteur général	10 millions	5 millions	2 millions
directeur général	15 millions	10 millions	3 millions
secrétaire général	20 millions	12,5 millions	5 millions
3° en ce qui concerne les services			
directeur	2 millions	1 million	0,5 million
inspecteur général	3 millions	1,5 millions	0,75 million
directeur général	5 millions	2,5 millions	1,25 million
secrétaire général	10 millions	5 millions	2,5 millions

Lorsque le marché de gré à gré est supérieur à 1,250 millions de francs (HTVA) une note justificative est adressée au Ministre compétent.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 octobre 1993 relatif aux délégations de pouvoirs spécifiques au Ministère wallon de l'Équipement et des Transports.

Namur, le 14 octobre 1993.

Le Président du Gouvernement, chargé de l'Économie, des P.M.E. et des Relations extérieures,  
G. SPITAEELS

Le Ministre du Développement technologique et de l'Emploi,  
A. LIENARD

Le Ministre des Affaires intérieures, chargé des Pouvoirs locaux, de l'Administration et des Travaux subsidiés,  
G. MATHOT

Le Ministre des Transports,  
A. BAUDSON

Le Ministre des Travaux publics,  
J.-P. GRAFE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Budget,  
R. COLLIGNON

Annexe II

Décomptes contenant des postes de prix à convenir

En ce qui concerne l'approbation d'un décompte ou des décomptes successifs, le montant de celui-ci ou le total des montants des décomptes successifs est approuvé par les fonctionnaires mentionnés ci-après à concurrence du pourcentage du montant de la soumission indiquée en regard de leur grade.

directeur: 15 % jusqu'à 1 million de francs.

inspecteur général: 25 % jusqu'à 2 millions de francs.

directeur général: 25 % jusqu'à 3,5 millions de francs.

secrétaire général: 25 % jusqu'à 5 millions de francs.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 octobre 1993 relatif aux délégations de pouvoirs spécifiques au Ministère wallon de l'Équipement et des Transports.

Namur, le 14 octobre 1993.

Le Président du Gouvernement, chargé de l'Économie, des P.M.E. et des Relations extérieures,  
G. SPITAEELS

Le Ministre du Développement technologique et de l'Emploi,  
A. LIENARD

Le Ministre des Affaires intérieures, chargé des Pouvoirs locaux, de l'Administration et des Travaux subsidiés,  
G. MATHOT

Le Ministre des Transports,  
A. BAUDSON

Le Ministre des Travaux publics,  
J.-P. GRAFE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Budget,  
R. COLLIGNON

## Annexe III

**Autorisation des dépenses de services autres que celles relatives aux marchés**

Délégation est accordée pour autoriser les dépenses de service autres que celles relatives aux marchés aux titulaires des fonctions reprises ci-dessous jusqu'à concurrence des montants suivants (HTVA) :

directeur : 75 000 francs.

inspecteur général : 500 000 francs.

directeur général  
et secrétaire général : 1 250 000 francs.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 octobre 1993 relatif aux délégations de pouvoirs spécifiques au Ministère wallon de l'Équipement et des Transports.

Namur, le 14 octobre 1993.

Le Président du Gouvernement, chargé de l'Économie, des P.M.E. et des Relations extérieures,

G. SPITAELS

Le Ministre du Développement technologique et de l'Emploi,

A. LIENARD

Le Ministre des Affaires intérieures, chargé des Pouvoirs locaux, de l'Administration et des Travaux subsidiés,

G. MATHOT

Le Ministre des Transports,

A. BAUDSON

Le Ministre des Travaux publics,

J.-P. GRAFE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Budget,

R. COLLIGNON

## ÜBERSETZUNG

D. 94 — 413

[C - 27050]

**14. OKTOBER 1993. - Erlaß der Wallonischen Regierung über die spezifischen Vollmachtserteilungen des Wallonischen Ministeriums für die Ausrüstung und das Transportwesen**

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, insbesondere des Artikels 69;

Aufgrund des Sondergesetzes vom 16. Januar 1989 über die Finanzierung der Gemeinschaften und der Regionen, abgeändert durch das Gesetz vom 21. März 1991;

Aufgrund des Gesetzes vom 14. Juli 1976 über die öffentlichen Aufträge von Bau- und Arbeitsleistungen, Lieferungen und Dienstleistungen, abgeändert durch die Gesetze vom 4. August 1978, vom 2. Juli 1981, vom 12. April 1983 und vom 6. Juli 1989, insbesondere des Artikels 2 § 3;

Aufgrund der am 17. Juli 1991 koordinierten Gesetze über die Buchführung des Staates;

Aufgrund des Königlichen Erlasses Nr. 5 vom 18. April 1967 über die Kontrolle der Gewährung und der Verwendung von Zuschüssen;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 22. April 1977 über die öffentlichen Aufträge für Bau- und Arbeitsleistungen, Lieferungen und Dienstleistungen, abgeändert durch die Königlichen Erlasse vom 28. Mai 1979, vom 4. Februar 1980, vom 20. August 1981, vom 30. März 1983, vom 19. August 1985 und vom 19. März 1990;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 13. Dezember 1977 bezüglich der Übertragung von Befugnissen für die Vergabe und Ausführung von öffentlichen Bau- und Arbeitsleistungs-, Liefer- und Dienstleistungsaufträgen, abgeändert durch den Königlichen Erlaß vom 20. August 1981;

Aufgrund des Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des Einverständnisses des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Haushalt gehört;

Aufgrund des Einverständnisses des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Verwaltung gehört;

Aufgrund des Protokolls der Versammlung des Hohen Konzertierungsausschusses der Wallonischen Region vom 24. September 1993;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3 § 1, abgeändert durch die Gesetze vom 9. August 1980, vom 16. Juni 1989 und vom 4. Juli 1989;

Aufgrund der Dringlichkeit;



In der Erwägung, daß die Vollmachtserteilungen, die die reibungslose Arbeit des öffentlichen Dienstes erfordert, unverzüglich erfolgen müssen,

Beschließt die Wallonische Regierung :

### TITEL I. - Allgemeine Bestimmungen

**Artikel 1.** Die Vollmachtserteilungen ergehen an die Mitglieder des ständigen Personals des Wallonischen Ministeriums für die Ausrüstung und das Transportwesen, die in die Planstellen dieses Ministeriums eingewiesen sind. Die Vollmachten, die dem Inhaber einer Funktion erteilt werden, werden auch dem Beamten erteilt, der mit dieser Funktion betraut ist.

**Art. 2. § 1.** Wenn ein bevollmächtigter Beamter abwesend oder verhindert ist, ergehen die Vollmachten, mit denen er versehen ist, in Ermangelung anderslautender Bestimmungen während der Dauer der Abwesenheit bzw. der Verhinderung an den Beamten der Generaldirektion, der Abteilung bzw. der betreffenden Direktion mit dem höchsten Dienstalter im Dienstgrad des Ranges, der unmittelbar darunter liegt, jedoch mindestens Rang 13 ist.

**§ 2.** Wenn der Generalsekretär abwesend oder verhindert ist, ergehen die Vollmachten, mit denen er aufgrund vorliegenden Erlasses versehen ist, in Abweichung von Absatz 1 während der Dauer der Abwesenheit bzw. der Verhinderung an den Generaldirektor mit dem höchsten Dienstalter im Dienstgrad, wenn keine anderslautenden Bestimmungen bestehen.

**§ 3.** In den örtlichen Direktionen des Wallonischen Ministeriums für die Ausrüstung und das Transportwesen muß der bevollmächtigte Beamte einen Dienstgrad von mindestens Rang 10 haben.

**Art. 3.** Die Vorgesetzten eines bevollmächtigten Beamten können aus irgendeinem Grund die Vollmachten ausüben, die letzterem durch vorliegenden Erlaß erteilt werden: Sie dürfen den vom bevollmächtigten Beamten gefaßten und mitgeteilten Beschluß jedoch nicht durch den ihrigen ersetzen.

**Art. 4.** Die durch vorliegenden Erlaß vorgesehenen Beträge decken die Gesamtheit der Ausgabe und verstehen sich ohne Mehrwertsteuer. Wenn es um den Abschluß eines Abonnements oder um das Abonnieren einer Zeitschrift oder einer Datenbank geht oder wenn es um eine Miete geht, deckt die Ausgabe die Jahreskosten des Abonnements bzw. der Miete ohne Mehrwertsteuer.

### TITEL II. - Vollmachten im Bereich der öffentlichen Aufträge von Bau- und Arbeitsleistungen, Lieferungen und Dienstleistungen

#### KAPITEL I. - Bestimmungen über die Vergabeart, die Vergabe des Auftrags, die Genehmigung der Lastenhefte und die Einleitung des Verfahrens

**Art. 5.** Unbeschadet :

1° der Artikel 3 § 2 und 12 § 2 des Gesetzes vom 14. Juli 1976 über die öffentlichen Aufträge von Bau- und Arbeitsleistungen, Lieferungen und Dienstleistungen;

2° des Artikels 34 des Königlichen Erlasses vom 22. April 1977 über die öffentlichen Aufträge für Bau- und Arbeitsleistungen, Lieferungen und Dienstleistungen, in dem die gleichen Prinzipien vorgeschrieben werden wie diejenigen, die in Artikel 12 § 2 des Gesetzes vom 14. Juli 1976 über die öffentlichen Aufträge von Bau- und Arbeitsleistungen, Lieferungen und Dienstleistungen für Aufträge aufgeführt sind, die Varianten vorschreiben oder zulassen;

3° des Artikels 2 § 1 Absatz 2 Nr. 1 des Königlichen Erlasses vom 13. Dezember 1977 bezüglich der Übertragung von Befugnissen für die Vergabe und Ausführung von öffentlichen Bau- und Arbeitsleistungs-, Liefer- und Dienstleistungsaufträgen;

4° des in Anwendung des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 31. Januar 1991 zur Regelung der Arbeitsweise der Wallonischen Regionalexekutive, abgeändert durch den Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 16. Januar 1992, genehmigten Investitionsprogramms.

1° die Inhaber der in Anlage I aufgeführten Funktionen bis in Höhe der entsprechenden Beträge Vollmacht, die Wahl der Art der Auftragsvergabe, die Vergabe des Auftrags und die Einleitung des einschlägigen Verfahrens vorzunehmen.

Die Inhaber dieser Funktionen dürfen im Rahmen ihrer Vollmacht die Kontrolle der Preise, wenn diese nicht Pflicht ist, unter den durch Artikel 7 des Königlichen Erlasses vom 22. April 1977 über die öffentlichen Aufträge für Bau- und Arbeitsleistungen, Lieferungen und Dienstleistungen festgelegten Bedingungen vorschreiben.

2° die Inhaber der Funktionen eines Direktors (Rang 14 oder 13) Vollmacht, das Lastenheft sowie die beigefügten Pläne bzw. die Dokumente, die diese ersetzen, zu genehmigen.

Mit Ausnahme von dem, was das Wartungsprogramm betrifft, gilt diese Vollmacht nur, sofern die betreffenden Arbeiten bzw. Dienstleistungen namentlich in einem vom Minister genehmigten Programm vorgesehen sind.

**Art. 6.** In bezug auf die Genehmigung des Sonderlastenheftes oder der Dokumente, die es ersetzen, darf nur der Generaldirektor der betreffenden Verwaltung :

1° vorbehaltlich eines gleichlautenden Gutachtens des Generalinspektors der Abteilung für Streitsachen und juristische Untersuchungen im Rahmen von Artikel 3 § 2 Nr. 1 und von Artikel 43 § 4 des Königlichen Erlasses vom 22. April 1977 über die öffentlichen Aufträge für Bau- und Arbeitsleistungen, Lieferungen und Dienstleistungen beschließen, vom allgemeinen Lastenheft abzuweichen; bei einem nicht gleichlautenden Gutachten kann der Generaldirektor der betreffenden Verwaltung dem Generalsekretär die Abweichung zur Entscheidung vorlegen;

2° vorbehaltlich eines vorherigen Gutachtens des Generalinspektors der Abteilung für Streitsachen und juristische Untersuchungen in Anwendung von Artikel 10 des Königlichen Erlasses vom 22. April 1977 über die öffentlichen Aufträge für Bau- und Arbeitsleistungen, Lieferungen und Dienstleistungen die Gewährung von Vorschüssen vorsehen;

3° in Anwendung von Artikel 6 des Königlichen Erlasses vom 22. April 1977 über die öffentlichen Aufträge für Bau- und Arbeitsleistungen, Lieferungen und Dienstleistungen vom Prinzip der Pauschalierung abweichen, indem er nach vorläufigen Preisen oder aufgrund überprüfter Auslagen verhandelt;

4° von einem Muster-Lastenheft abweichen.

**Art. 7.** In bezug auf die Vergabe des Auftrags darf nur der Generaldirektor der betreffenden Verwaltung vorbehaltlich eines vorherigen Gutachtens des Generaldirektors der Technischen Dienste :

1° in den in Artikel 25 des Königlichen Erlasses vom 22. April 1977 über die öffentlichen Aufträge für Bau- und Arbeitsleistungen, Lieferungen und Dienstleistungen vorgesehenen regelwidrigen Fällen ein Ausschreibungsangebot ablehnen;

2° beschließen, den Auftrag nicht zu vergeben und dem Verfahren ein Ende zu setzen, und gegebenenfalls im Rahmen seiner Vollmacht beschließen, ein neues Verfahren einzuleiten;

3° Absatz 2, 2. und 3. Hypothese, von Artikel 38 oder Absatz 2, 2. und 3. Hypothese, von Artikel 46 § 2 des Königlichen Erlasses vom 22. April 1977 über die öffentlichen Aufträge für Bau- und Arbeitsleistungen, Lieferungen und Dienstleistungen anwenden.

**Art. 8.** In bezug auf die Vergabe des Auftrags dürfen die in Artikel 5 des vorliegenden Erlasses vorgesehenen Vollmachten nur vorbehaltlich eines vorherigen Gutachtens des Generaldirektors der Technischen Dienste ausgeübt werden, wenn der Betrag des Ausschreibungsangebots oder des niedrigsten ordnungsgemäßen Angebots 10 Millionen erreicht und mehr als 10% über bzw. 15% unter dem Durchschnittsbetrag der Angebote liegt.

#### KAPITEL II. — Bestimmungen über die Ausführung der Aufträge

**Art. 9.** Der Beamte, der Vollmacht hat, einen Auftrag zu vergeben, hat ebenfalls die Vollmacht, die Beschlüsse zu fassen, die die einfache Ausführung dieses Auftrags betreffen.

Für die Beschlüsse in bezug auf die einfache Ausführung der Aufträge, die vom Minister vergeben werden, hat jedoch der Generaldirektor der betreffenden Verwaltung Vollmacht.

Als Beschlüsse in bezug auf die einfache Ausführung eines Auftrags gelten die Beschlüsse, die im Rahmen des Gegenstands des Auftrags bleiben.

**Art. 10.** Für die Abrechnungen, die aus der Anwendung der Vertragsbedingungen hervorgehen, sowie für die Abrechnungen, die genehmigte Voranschläge betreffen und deren Posten mit denjenigen der Voranschläge übereinstimmen, die sie ersetzen, wird dem betreffenden Direktor die Vollmacht zur Genehmigung ohne Begrenzung des Betrags erteilt.

Dem betreffenden Generaldirektor wird Vollmacht gegeben, Verlängerungen von Fristen zu bewilligen, die entweder auf die Verwaltung oder auf Umstände, die der Vertragspartner nicht vermeiden konnte und deren Auswirkungen er nicht zuvorkommen konnte, obwohl er alle erforderlichen Maßnahmen getroffen hat, oder auch auf die Anwendung der Abrechnungen zurückzuführen sind.

Diese Vollmacht darf nur ausgeübt werden, sofern sie nicht zu der Gewährung einer vertraglichen Vergütung führt.

**Art. 11.** § 1. Den in Anlage II aufgeführten Beamten wird die Vollmacht erteilt, (Nr. 1) bis in Höhe der entsprechenden Beträge die Abrechnungen mit festzusetzenden Preisen zu genehmigen, die auf Änderungen zurückzuführen sind, die in Anwendung der Bestimmungen von Artikel 42 des Ministerialerlasses vom 10. August 1977 zur Festlegung des allgemeinen Lastenheftes für die öffentlichen Aufträge über Bau- und Arbeitsleistungen, Lieferungen und Dienstleistungen im Rahmen des Gegenstands des Auftrags an den Arbeiten vorgenommen werden, und (Nr. 2) die entsprechenden Fristverlängerungen zu gewähren.

Die in Beträgen ausgedrückten Höchstgrenzen gelten in gleicher Weise für die zusätzlichen außervertraglichen Aufstellungen, Voranschläge und Abrechnungen und für die weggefallenen außervertraglichen Aufstellungen, Voranschläge und Abrechnungen. Zur Bestimmung der Höchstgrenze in Prozentsätzen werden alle vorherigen außervertraglichen Aufstellungen, Voranschläge und Abrechnungen zusammengezählt, als ob es sich um zusätzliche außervertragliche Aufstellungen, Voranschläge und Abrechnungen handeln würde.

§ 2. Die Abrechnungen mit festgesetzten Preisen müssen dem Generaldirektor der Technischen Dienste vorher zwecks Gutachten vorgelegt werden, wenn die zusätzlichen Arbeiten, deren Preis festgesetzt ist und die in diesen Abrechnungen stehen, 2 Millionen erreichen oder überschreiten, und zwar ungeachtet des Endbetrags der Abrechnungen.

**Art. 12.** § 1. Dem Generaldirektor der betreffenden Verwaltung wird die Vollmacht erteilt, in Anwendung von Artikel 54 des Königlichen Erlasses vom 22. April 1977 über die öffentlichen Aufträge für Bau- und Arbeitsleistungen, Lieferungen und Dienstleistungen durch einen mit Gründen versehenen Beschluß von den wesentlichen Bestimmungen und Bedingungen des Auftrags abzuweichen. Diese Vollmacht ist auf Aufträge beschränkt, deren Betrag nicht denjenigen überschreitet, der in bezug auf die in Anlage I erwähnte freihändige Vergabe von Aufträgen für den Generalinspektor festgesetzt ist.

§ 2. Vorbehaltlich des gleichlautenden Gutachtens des Generalinspektors der Abteilung für Streitsachen und juristische Untersuchungen haben die Inhaber der in Anlage I aufgeführten Funktionen Vollmacht :

1° einen Erlaß von Geldbußen in Höhe von 10% der darin angegebenen Beträge zu gewähren bzw. zu verweigern;

2° die Zwangsmaßnahmen bis in Höhe der darin angegebenen Beträge und aufgrund der darin angegebenen Vergabearten auf die Vertragspartner anzuwenden.

§ 3. Dem betreffenden Direktor wird die Vollmacht erteilt, über die Befreiung von den Bürgschaften zu entscheiden, außer in einem Streifall, wo diese Entscheidung dem Generalinspektor der Abteilung für Streitsachen und juristische Untersuchungen vorbehalten ist.

Art. 13. Die Direktoren haben jeder in seinem Bereich Vollmacht, die Ausgaben zu genehmigen und anzuweisen, für die der primäre Anweisungsbefugte eine Zahlungsverpflichtung zu Lasten der im Verwaltungshaushaltsplan des Wallonischen Ministeriums für die Ausrüstung und das Transportwesen eingetragenen Mittel eingegangen ist; dies gilt nicht für die Ausgaben in bezug auf Personal, Dienstreisen ins Ausland, nichtspezifische Güter und Dienstleistungen.

### TITEL III. — Bestimmungen über die anderen Vollmachten

#### KAPITEL I. — Gemeinsame Sondervollmachten

Art. 14. Den Inhabern der in Anlage I zum vorliegenden Erlaß aufgeführten Funktionen wird bis in Höhe der darin angegebenen Beträge die Vollmacht erteilt, Aufträge für Dienstleistungen mit Dritten abzuschließen, die juristische Personen in den Tätigkeitsbereichen sind, die eindeutig zu den Zuständigkeiten der Direktionen mit spezialisierten Planungs-, Untersuchungs-, Kontroll- und Abnahmediensten gehören.

Art. 15. Den Inhabern der in Anlage II zum vorliegenden Erlaß aufgeführten Funktionen wird bis in Höhe der darin angegebenen Beträge die Vollmacht erteilt, die Ausgaben für andere Dienstleistungen als die, die die Aufträge betreffen, zu genehmigen.

Art. 16. Dem Generaldirektor der betreffenden Verwaltung wird bis in Höhe von 20 Millionen die Vollmacht erteilt, Maßnahmen zur Durchführung der vom Minister beschlossenen Enteignungen zu ergreifen.

Art. 17. Dem betreffenden Direktor wird die Vollmacht erteilt, jede Einnahme in bezug auf die zugunsten des Wallonischen Ministeriums für die Ausrüstung und das Transportwesen festgestellten Abgaben anzuweisen.

Für Schäden, die Dritte den vom Wallonischen Ministerium für die Ausrüstung und das Transportwesen verwalteten beweglichen und unbeweglichen Gütern zufügen, wird jedem Bediensteten des Bezirks des Ortes des Schadensfalls, der mindestens Stufe 3 angehört, Vollmacht gegeben, die ersten Feststellungen vorzunehmen, die zur Verfolgung der Schädiger erforderlich sind.

Art. 18. Dem Generaldirektor der betreffenden Verwaltung wird die Vollmacht erteilt, die Mietverträge abzuschließen, sofern die Jahresmiete 1 Million Franken nicht überschreitet.

Art. 19. Dem Generaldirektor der betreffenden Verwaltung wird die Vollmacht erteilt, die Vereinbarungen über die Vergütungen für Mietschäden abzuschließen, sofern ihr Betrag 1 250 000 Franken nicht überschreitet.

Art. 20. Dem Generaldirektoren wird die Vollmacht erteilt, die Ausgaben für die Zahlung der Verzugszinsen zu genehmigen, wobei sie alle drei Monate den Grund für den Verzug beim Minister rechtfertigen müssen.

Art. 21. Dem Generaldirektor der betreffenden Verwaltung wird die Vollmacht erteilt, vorbehaltlich des vorherigen Gutachtens der Direktion der Dienststelle für die Verwaltung des unbeweglichen Vermögens über die Direktion der Einnahmen die Abtretung unbenutzter unbeweglicher Güter, mit Ausnahme der Verwaltungs- und technischen Gebäude, die die Verwaltung benutzt hat, zu genehmigen, wenn der vom Immobilienerwerbskomitee des Staates geschätzte Wert über einer Million liegt.

Art. 22. Dem betreffenden Generalinspektor wird die Vollmacht erteilt, vorbehaltlich des vorherigen Gutachtens der Direktion der Dienststelle für die Verwaltung des beweglichen Vermögens über die Direktion der Einnahmen die Abtretung unbenutzter beweglicher Güter zu genehmigen, wenn der geschätzte Wert des Gutes über 100 000 Franken liegt.

Art. 23. Dem Generalsekretär wird die Vollmacht erteilt, dem Personal des Wallonischen Ministeriums für die Ausrüstung und das Transportwesen zu erlauben, Dienstreisen in Zusammenhang mit der Ausführung öffentlicher Aufträge, mit denen seine Direktion betraut ist, innerhalb der Mitgliedstaaten der Europäischen Gemeinschaft zu machen, sofern die Gesamtkosten pro Person 100 000 Franken nicht überschreiten; dies gilt nicht für Public-Relations-Dienstreisen oder Ausbildungsdienstreisen.

Jedem Generaldirektor wird die Vollmacht erteilt, die Abrechnungen in bezug auf die im vorangehenden Absatz erwähnten Dienstreisen zu genehmigen.

#### KAPITEL II. — Sondervollmachten für das Generalsekretariat

Art. 24. Dem Generalsekretär wird die Vollmacht erteilt:

a) die Mietverträge abzuschließen, sofern die Jahresmiete 5 Millionen Franken nicht überschreitet;

b) die Vereinbarungen über die Vergütungen für Mietschäden abzuschließen, sofern ihr Betrag 5 Millionen Franken nicht überschreitet.

Art. 25. Der Generalinspektor der Abteilung Einnahmen und Buchführung wird als Aufsichtsbeamter bestimmt, um die Rechnungen der außerplanmäßigen Buchführer, mit Ausnahme der außerplanmäßigen Buchführer der Ministerkabinette, zu genehmigen.

Art. 26. Dem Generaleinnehmer wird die Vollmacht erteilt, im Rahmen jedes Streitfalls in bezug auf Angelegenheiten, die seine Rechnungsführung betreffen, vor Gericht aufzutreten, ein Urteil anzuerkennen, Berufung oder sämtliche geeigneten Rechtsmittel einzulegen.

Ferner kann er sämtliche vorsorglichen Maßnahmen ergreifen und insbesondere bei einem Konkurs oder einem Vergleich sämtliche Schuldforderungen unterzeichnen und einreichen, die aus diesen Angelegenheiten hervorgehen.

Art. 27. Dem Direktor der Buchführung des Ministeriums wird die Vollmacht erteilt, die Ausgabenanweisungen zu Lasten des Verwaltungshaushaltsplans des Wallonischen Ministeriums für die Ausrüstung und das Transportwesen zu unterzeichnen.

Wenn der in Absatz 1 erwähnte Beamte abwesend oder verhindert ist, darf ein Attaché der Direktion der Buchführung des Ministeriums, den der Direktor dieser Direktion vorher bestimmt hat, diese Vollmacht ausüben.

### KAPITEL III. – *Sondervollmachten bei der Generaldirektion der Straßen und Autobahnen*

**Art. 28.** Dem Generaldirektor wird die Vollmacht erteilt :

- a) die Vereinbarungen über die Beiträge der Gemeinden an den Kosten für die Errichtung der Wasserabflußvorrichtungen bis in Höhe von 3 Millionen Franken abzuschließen;
- b) Abweichungen in bezug auf die Benutzung der Freiflächen entlang der Autobahnen zu gewähren.

**Art. 29.** Dem betreffenden Direktor wird die Vollmacht erteilt :

- a) die Vereinbarungen im Hinblick auf die Zahlung des Unterhalts und der Erneuerung der Straßenschilder mit den Gemeinden abzuschließen;
- b) die Vereinbarungen über den Bau von unterirdischen Rohrleitungen zu genehmigen, die die Straßen und Autobahnen durchqueren;
- c) die Anforderungen für Bauarbeiten entlang der öffentlichen Straßen und Wege, insbesondere in bezug auf Fluchlinien und vordere Bauabstände, zu bestimmen;
- d) die Pflanzung und das Auslichten der Bäume entlang der öffentlichen Straßen und Wege und die Pflanzung von Hecken zu erlauben;
- e) funktionelle und schmückende Pflanzen auf dem vom Wallonischen Ministerium für die Ausrüstung und das Transportwesen verwalteten öffentlichen Gut setzen, auslichten und fällen zu lassen;
- f) im Rahmen seines Zuständigkeitsbereichs in Anwendung von Artikel 21 des Königlichen Erlasses vom 21. August 1967 zur Regelung der Fahrradrennen und der Querfeldeinrennen, abgeändert durch den Königlichen Erlaß vom 6. Februar 1970, ein gleichlautendes Gutachten abzugeben.

Das gleichlautende Gutachten muß jedoch vom Generaldirektor abgegeben werden, wenn mehrere Direktionen betroffen sind;

- g) im Rahmen seines Zuständigkeitsbereichs in Anwendung von Artikel 59.10.2 des Königlichen Erlasses vom 1. Dezember 1975 zur Festlegung der allgemeinen Regelung über die Straßenverkehrspolizei Erlaubnisse in bezug auf die Zulassung und den Verkehr auf Autobahnen zu erteilen.

Die Erlaubnis muß jedoch vom Generaldirektor erteilt werden, wenn mehrere Direktionen betroffen sind;

- h) unbeschadet der anderen erforderlichen Genehmigungen Dritten in widerruflicher Weise jegliche Genehmigung zu erteilen, das öffentliche Gut ihres Zuständigkeitsbereichs zu benutzen oder dort sämtliche Arbeiten insbesondere zur Errichtung von Bürgersteigen, Tankstellen, Schutzdächern, Kiosken, Briefkästen, Straßenlaternen, Hydranten, Gas- und Stromnebenanlagen, Straßenanschlüssen an Privatwege und -zugänge, Reklameschildern und -säulen, Brunnensteinen, Parkzonen, Zäunen und ähnlichen Anlagen zu verrichten.

### KAPITEL IV. – *Sondervollmachten bei der Generaldirektion der Wasserstraßen*

**Art. 30.** Dem Generaldirektor wird die Vollmacht erteilt :

- a) den Verkehr auf den Wasserwegen zu verbieten, wenn der Dienst dies erfordert;
- b) den Verkehr insbesondere auf den Brücken, den Treidelwegen und den Straßen entlang des Wasserweges zu verbieten, wenn der Dienst dies erfordert;
- c) mit den Provinzen, Gemeinden und anderen öffentlichen Einrichtungen die Vereinbarungen im Hinblick auf die Abtretung der Verwaltung der Treidelwege oder der Straßen entlang der Wasserwege oder der ihnen gleichgestellten Wege abzuschließen;
- d) die in Artikel 1 Absatz 4 des Königlichen Erlasses vom 3. November 1975 zur Abänderung des Königlichen Erlasses vom 15. Oktober 1935 zur Festlegung der allgemeinen Regelung der schiffbaren Wege des Königreichs vorgesehenen Abweichungen zu gewähren.

**Art. 31.** Dem betreffenden Direktor wird die Vollmacht gegeben :

- a) Dritten in Anwendung der durch den Generaldirektor bestimmten Richtlinien in widerruflicher Weise jegliche Genehmigung zu erteilen, das zu den schiffbaren Wegen, den Häfen bzw. ihren Nebengebäuden gehörende öffentliche Gut aus irgendeinem Grund zu benutzen;
- b) die funktionellen und schmückenden Pflanzen entlang der Wasserwege und der Wasserflächen setzen, auslichten und fällen zu lassen;
- c) im Rahmen der Regelungen und Anweisungen in widerruflicher Weise sämtliche Arbeiten entlang der Wasserwege und der Wasserflächen oder auf den dazu gehörenden Ländereien zu erlauben.

### KAPITEL V. – *Sondervollmachten bei der Generaldirektion des Transportwesens*

**Art. 32.** Dem Generaldirektor wird die Vollmacht erteilt :

- a) die Genehmigungen in bezug auf die Einführung, die Änderung oder die Aufhebung der Linienverkehrsleistungen zu erteilen;
- b) die Genehmigungen in bezug auf die Einführung, die Änderung oder die Aufhebung der Sonderformen des Linienverkehrs, mit Ausnahme des Schülertransports, zu erteilen;
- c) die Genehmigungen in bezug auf die zeitweiligen Verkehrsleistungen zu erteilen;
- d) die Genehmigungen in bezug auf die verstärkten Verkehrsleistungen zu erteilen;
- e) die Vorschläge der Ausschüsse für den Linienverkehr, für Sonderformen des Linienverkehrs und für Taxiunternehmen zu verwirklichen.

**Art. 33.** Dem betreffenden Direktor wird die Vollmacht erteilt :

- a) die Änderungen der Fahrpläne für den Linienverkehr und für die Sonderformen des Linienverkehrs zu genehmigen;
- b) die Messungen und die Tabellen zur Aufteilung des Linienverkehrs zu genehmigen.

KAPITEL VI. - *Sondervollmachten bei der Generaldirektion der Technischen Dienste*

**Art. 34.** Dem Generaldirektor der Technischen Dienste wird die Vollmacht erteilt, im Falle von Prozeßverfahren oder Strafverfolgungen bis in Höhe von 12 Millionen Franken Kapital bzw. Zinsen sämtliche Entscheidungen zu einer Annahme bzw. zu einem Verzicht zu treffen und sämtliche einschlägigen Ausgaben zu genehmigen, wobei bei öffentlichen Aufträgen das gleichlautende Gutachten des Generaldirektors der betreffenden Verwaltung erforderlich ist.

**Art. 35.** Dem Generalinspektor der Abteilung für Streitsachen und juristische Untersuchungen wird die Vollmacht erteilt:

a) bis in Höhe von 25 Millionen Franken sämtliche Klagen bei Gericht anzubringen;

b) im Falle von Prozeßverfahren oder Strafverfolgungen bis in Höhe von 6 Millionen Franken Kapital bzw. Zinsen sämtliche Entscheidungen zu einer Annahme bzw. zu einem Verzicht zu treffen und sämtliche einschlägigen Ausgaben zu genehmigen, wobei bei öffentlichen Aufträgen das gleichlautende Gutachten des betreffenden Generaldirektors erforderlich ist.

**Art. 36.** Dem Generalinspektor der Abteilung für Streitsachen und juristische Untersuchungen wird die Vollmacht erteilt:

a) sämtliche Ausgaben und insbesondere die Ausgaben an Kapital bzw. Zinsen, die sich aus gerichtlichen Instanzen und Vergleichen ergeben, diejenigen in bezug auf die Honorare von Rechtsanwälten oder Sachverständigen sowie die Gerichtskosten bis in Höhe von 500 000 Franken zu genehmigen;

b) die Befreiung von den streitigen Bürgschaften zu genehmigen.

**Art. 37.** Den Direktoren der Abteilung für Streitsachen und juristische Untersuchungen wird die Vollmacht erteilt:

- die der Wallonischen Region durch Gerichtsvollzieher zugestellten Schriftstücke für die Angelegenheiten, die in den Zuständigkeitsbereich des Wallonischen Ministeriums für die Ausrüstung und das Transportwesen fallen, zwecks Empfang zu unterzeichnen;

- die Schriftstücke gerichtlicher und außergerichtlicher Verfahren, die die Wallonische Region betreffen, für die Angelegenheiten, die in den Zuständigkeitsbereich des Wallonischen Ministeriums für die Ausrüstung und das Transportwesen fallen, zwecks Empfang zu unterzeichnen;

- bei einem Konkurs oder einem Vergleich sämtliche Schuldforderungen ungeachtet ihres Betrags zu unterzeichnen und einzureichen unbeschadet der Bestimmungen von Artikel 26.

**Art. 38.** Ungeachtet der Beträge wird:

- dem Generalinspektor der Abteilung für die Elektronische Ausrüstung und das Fernmeldewesen die Vollmacht erteilt:

- \* in bezug auf die Stromversorgung für die verschiedenen Dienststellen der Wallonischen Region Vereinbarungen mit den betreffenden Verteilern zu treffen;

- den Industrie- und Fachingenieuren die Vollmacht erteilt:

- \* alle Stromrechnungen in bezug auf Anlagen, für die sie zuständig sind, festzustellen, zu genehmigen und anzuweisen.

TITEL IV. - *Schluß- und Aufhebungsbestimmungen*

**Art. 39.** Der Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 15. März 1990 über die Vollmachten, die den Beamten des Wallonischen Ministeriums für die Ausrüstung und das Transportwesen erteilt werden, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regionalexekutive vom 5. Juli 1990, vom 10. Januar 1991, vom 4. Juli 1991, vom 16. Juni 1992, wird aufgehoben.

**Art. 40.** Vorliegender Erlaß tritt am 1. Januar 1994 in Kraft.

**Art. 41.** Der Minister der Technologischen Entwicklung und der Beschäftigung, der Minister der Inneren Angelegenheiten, beauftragt mit den Lokalen Behörden, der Verwaltung und den Bezugschützen Arbeiten, der Minister des Transportwesens, der Minister der Öffentlichen Arbeiten und der Minister der Raumordnung, des Wohnungswesens und des Haushalts sind mit der Durchführung vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 14. Oktober 1993.

Der Vorsitzende der Regierung, beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB und den Auswärtigen Beziehungen,

G. SPITAEELS

Der Minister der Technologischen Entwicklung und der Beschäftigung,

A. LIENARD

Der Minister der Inneren Angelegenheiten, beauftragt mit den Lokalen Behörden, der Verwaltung und den Bezugschützen Arbeiten,

G. MATHOT

Der Minister des Transportwesens,

A. BAUDSON

Der Minister der Öffentlichen Arbeiten,

J.-P. GRAFE

Der Minister der Raumordnung, des Wohnungswesens und des Haushalts,

R. COLLIGNON

## Anlage I

## Wahl der Art der Auftragsvergabe, Vergabe des Auftrags und Einleitung des Verfahrens

Mit Ausnahme der Ausgaben für Dienstleistungen, die sich nicht auf Aufträge beziehen, wird den Inhabern der nachstehenden Funktionen bis in Höhe nachstehender Beträge (ohne MWST) die Vollmacht erteilt, die Vergabeart für den Auftrag zu wählen und das Verfahren einzuleiten:

	Öffentliche Ausschreibung oder allgemeiner Angebotsaufruf	Beschränkte Ausschreibung oder beschränkter Angebotsaufruf	Freihändige Vergabe
1° für Arbeiten			
Direktor	7,5 Millionen	3,5 Millionen	2 Millionen
Generalinspektor	15 Millionen	7,5 Millionen	3,5 Millionen
Generaldirektor	25 Millionen	15 Millionen	5 Millionen
Generalsekretär	37,5 Millionen	20 Millionen	7,5 Millionen
2° für Lieferungen			
Direktor	5 Millionen	2 Millionen	1 Million
Generalinspektor	10 Millionen	5 Millionen	2 Millionen
Generaldirektor	15 Millionen	10 Millionen	3 Millionen
Generalsekretär	20 Millionen	12,5 Millionen	5 Millionen
3° für Dienstleistungen			
Direktor	2 Millionen	1 Million	0,5 Million
Generalinspektor	5 Millionen	1,5 Million	0,75 Million
Generaldirektor	5 Millionen	2,5 Millionen	1,25 Million
Generalsekretär	10 Millionen	5 Millionen	2,5 Millionen

Wenn die freihändige Vergabe sich über 1,250 Million Franken (ohne MWST) beläuft, wird dem zuständigen Minister ein rechtfertigendes Schreiben übermittelt.

Gesehen, um dem Erlaß der Wallonischen Regierung vom 14. Oktober 1993 über die spezifischen Vollmachtserteilungen des Wallonischen Ministeriums für die Ausrüstung und das Transportwesen beigelegt zu werden.

Namur, den 14. Oktober 1993.

Der Vorsitzende der Regierung, beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB und den Auswärtigen Beziehungen,  
G. SPITAEELS

Der Minister der Technologischen Entwicklung und der Beschäftigung,  
A. LIENARD

Der Minister der Inneren Angelegenheiten, beauftragt mit den Lokalen Behörden,  
der Verwaltung und den Bezuschulten Arbeiten,  
G. MATIOT

Der Minister des Transportwesens,  
A. BAUDSON

Der Minister der Öffentlichen Arbeiten,  
J.-P. GRAFE

Der Minister der Raumordnung, des Wohnungswesens und des Haushalts,  
R. COLLIGNON

## Anlage II

**Abrechnungen, bei denen die Preisposten zu vereinbaren sind**

In bezug auf die Genehmigung einer Abrechnung bzw. der aufeinanderfolgenden Abrechnungen wird ihr Betrag bzw. der Gesamtbetrag der aufeinanderfolgenden Abrechnungen von nachstehenden Beamten bis in Höhe des Prozentsatzes des Betrags der neben ihrem Dienstgrad angegebenen Submission genehmigt :

Direktor : 15% bis zu 1 Million Franken  
 Generalinspektor : 25% bis zu 2 Millionen Franken  
 Generaldirektor : 25% bis zu 3,5 Millionen Franken  
 Generalsekretär : 25% bis zu 5 Millionen Franken.

Gesehen, um dem Erlaß der Wallonischen Regierung vom 14. Oktober 1993 über die spezifischen Vollmachtserteilungen des Wallonischen Ministeriums für die Ausrüstung und das Transportwesen beigelegt zu werden.

Namur, den 14. Oktober 1993.

Der Vorsitzende der Regierung, beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB und den Auswärtigen Beziehungen,

G. SPITAEELS

Der Minister der Technologischen Entwicklung und der Beschäftigung,

A. LIENARD

Der Minister der Inneren Angelegenheiten, beauftragt mit den Lokalen Behörden,  
 der Verwaltung und den Bezuschußten Arbeiten,

G. MATHOT

Der Minister des Transportwesens,

A. BAUDSON

Der Minister der Öffentlichen Arbeiten,

J.-P. GRAFE

Der Minister der Raumordnung, des Wohnungswesens und des Haushalts,

R. COLLIGNON

## Anlage III

**Genehmigung der Ausgaben für andere Dienstleistungen als die, die die Aufträge betreffen**

Den Inhabern der nachstehenden Funktionen wird bis in Höhe nachstehender Beträge (ohne MWSt) die Vollmacht erteilt, die Ausgaben für andere Dienstleistungen als die, die die Aufträge betreffen, zu genehmigen :

Direktor : 75 000 Franken  
 Generalinspektor : 500 000 Franken  
 Generaldirektor  
 und Generalsekretär : 1 250 000 Franken.

Gesehen, um dem Erlaß der Wallonischen Regierung vom 14. Oktober 1993 über die spezifischen Vollmachtserteilungen des Wallonischen Ministeriums für die Ausrüstung und das Transportwesen beigelegt zu werden.

Namur, den 14. Oktober 1993.

Der Vorsitzende der Regierung, beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB und den Auswärtigen Beziehungen,

G. SPITAEELS

Der Minister der Technologischen Entwicklung und der Beschäftigung,

A. LIENARD

Der Minister der Inneren Angelegenheiten, beauftragt mit den Lokalen Behörden,  
 der Verwaltung und den Bezuschußten Arbeiten,

G. MATHOT

Der Minister des Transportwesens,

A. BAUDSON

Der Minister der Öffentlichen Arbeiten,

J.-P. GRAFE

Der Minister der Raumordnung, des Wohnungswesens und des Haushalts,

R. COLLIGNON

## VERTALING

N. 94 — 413

**14 OKTOBER 1993. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de delegaties van bevoegdheden eigen aan het Waalse Ministerie voor Uitrusting en Vervoer**

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 69;

Gelet op de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en van de Gewesten, gewijzigd bij de wet van 21 maart 1991;

Gelet op de wet van 14 juli 1976 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, gewijzigd bij de wetten van 4 augustus 1978, 2 juli 1981, 12 april 1983 en van 6 juli 1989, inzonderheid op artikel 2, § 3;

Gelet op de wetten op de rijksboekhouding, gecoördineerd op 17 juli 1991;

Gelet op het koninklijk besluit nr. 5 van 18 april 1967 betreffende de controle op de toekenning en de aanwending van de toelagen;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 april 1977 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 28 mei 1979, 4 februari 1980, 20 augustus 1981, 30 maart 1983, 19 augustus 1985 en 19 maart 1990;

Gelet op het koninklijk besluit van 13 december 1977 betreffende het overdragen van bevoegdheid inzake de gunning en de uitvoering van de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 20 augustus 1981;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën;

Gelet op de instemming van de Minister tot wiens bevoegdheden de Begroting behoort;

Gelet op de instemming van de Minister tot wiens bevoegdheden de Administratie behoort;

Gelet op het verslag van de vergadering van het Hoog Overlegcomité van het Waalse Gewest van 24 september 1993;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989 en van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het geboden is de bevoegdheidsdelegaties onverwijld toe te kennen voor een goede werking van de openbare dienst,

Besluit :

**TITEL I. — Algemene bepalingen**

**Artikel 1.** De bevoegdheidsdelegaties worden toegekend aan de leden van het statutair personeel van het Waalse Ministerie voor Uitrusting en Vervoer, aangesteld op betrekkingen van de personeelsformatie van genoemd Ministerie.

De delegaties toegekend aan de titularis van een functie worden ook toegekend aan de ambtenaar belast met deze functie.

**Art. 2. § 1.** Bij afwezigheid of hinder van een gemachtigde ambtenaar en indien er geen andersluidende bepalingen zijn, worden zijn delegaties toegekend aan de ambtenaar die, binnen de betrokkene Algemene Directie, Afdeling of Directie, de grootste graadanciënniteit heeft in de graad van de onmiddellijke lagere rang maar die toch tot ten minste rang 13 behoort.

§ 2. In afwijking van het eerste lid, bij afwezigheid of hinder van de secretaris-generaal en indien er geen andersluidende bepalingen zijn, worden zijn delegaties toegekend aan de directeur-generaal met de grootste graadanciënniteit voor de duur van zijn afwezigheid of hinder.

§ 3. In de territoriale Directies van het Waalse Ministerie voor Uitrusting en Vervoer moet de ambtenaar, die gemachtigd is van een delegatie gebruik te maken, titularis zijn van ten minste rang 10.

**Art. 3.** De hiërarchische meederen van een gemachtigde ambtenaar kunnen, voor welke reden dan ook, de aan deze ambtenaar krachtens dit besluit toegekende delegaties waarnemen. Zij kunnen echter niet hun beslissing doen gelden in de plaats van die die door de gemachtigde ambtenaar genomen en betekend zou zijn.

**Art. 4.** De bij dit besluit voorziene bedragen dekken de volledige uitgave en zijn zonder belasting op de toegevoegde waarde. Voor een intekening op een abonnement op een magazine, een tijdschrift of op een databank of voor een huur dekt de uitgave de jaarlijkse kostprijs van het abonnement of van de huur met uitzondering van de belasting op de toegevoegde waarde.

**TITEL II. — Delegaties inzake overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten****HOOFDSTUK I. — Bepalingen betreffende de wijze van de gunning, de gunning van de opdracht, de goedkeuring van de bestekken en de vastlegging van de procedure****Art. 5. Onverminderd :**

1° artikelen 3, § 2 en 12, § 2 van de wet van 14 juli 1976 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

2° artikel 34 van het koninklijk besluit van 22 april 1977 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten dat dezelfde beginselen voorschrijft dan welke bedoeld in artikel 12, § 2 van de wet van 14 juli 1976 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, dat varianten oplegt of toelaat;



3° artikel 2, § 1, 2e lid, 1° van het koninklijk besluit van 13 december 1977 betreffende het overdragen van bevoegdheid inzake de gunning en de uitvoering van de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

4° het programma van de investeringen goedgekeurd bij toepassing van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 31 januari 1991 houdende regeling van de werking van de Waalse Gewestexecutieve, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 16 januari 1992, hebben delegatie om :

1° over te gaan tot de wijze van de gunning van de opdracht, tot de gunning van de opdracht en tot de vastlegging van de eraan verbonden procedure ; de titularissen van de in bijlage I vermelde functies, ten belope van het overeenstemmend bedrag. De titularissen van deze functies zijn, binnen de grenzen van hun delegatie, bevoegd om de controle van de prijzen op te leggen indien hij niet verplicht is, onder de voorwaarden bepaald in artikel 7 van het koninklijk besluit van 22 april 1977 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

2° het bestek goed te keuren, alsook de erbij gevoegde plannen of documenten die ze vervangen : de titularissen van de functie van directeur (rang 14 of 13). Uitgezonderd wat betreft het onderhoudsprogramma, is deze delegatie slechts geldig voor zover de genoemde werken en diensten met name voorzien zijn in een door de Minister goedgekeurd gedetailleerd programma.

**Art. 6.** Wat betreft de goedkeuring van het bestek of van de documenten, die het vervangen, kan alleen de directeur-generaal van de betrokkene Administratie :

1° onder voorbehoud van het eensluidend advies van de inspecteur-generaal van de Afdeling Geschillen en Juridische Studiën beslissen binnen de grenzen van artikel 3, § 2, 1°, en van artikel 43, § 4, van het koninklijk besluit van 22 april 1977 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten om af te wijken van de algemene aannemingsvoorwaarden; in geval van niet eensluidend advies kan de directeur-generaal van de betrokkene Administratie de afwijking aan de beslissing van de secretaris-generaal voorleggen;

2° onder voorbehoud van het voorafgaand advies van de inspecteur-generaal van de Afdeling Geschillen en Juridische Studiën, de toekenning voorzien van voorschotten bij toepassing van artikel 10 van het koninklijk besluit van 22 april 1977 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

3° afwijken van het beginsel van een forfaitair bedrag, bij toepassing van artikel 6 van het koninklijk besluit van 22 april 1977 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, door te handelen met tijdelijke prijzen of bij terugbetaling van de prijzen;

4° afwijken van een modelbestek.

**Art. 7.** Wat betreft de gunning van de opdracht, kan alleen de directeur-generaal van de betrokkene Administratie, onder voorbehoud van het voorafgaand advies van de directeur-generaal van de Technische Diensten :

1° een inschrijving afwijzen in de gevallen van onregelmatigheid voorzien in artikel 25 van het koninklijk besluit van 22 april 1977 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

2° de beslissing nemen de opdracht niet toe te kennen en de procedure doen eindigen en, in voorkomend geval, besluiten, binnen de grenzen van zijn delegatie, een nieuwe procedure aan te leggen;

3° het 2e lid, 2e en 3e mogelijkheid, van artikel 38 of het 2e lid, 2e en 3e mogelijkheid, van artikel 46, § 2, van het koninklijk besluit van 22 april 1977 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten toe passen.

**Art. 8.** Wat betreft de gunning van de opdracht kunnen de in artikel 5 van dit besluit voorziene delegaties slechts uitgeoefend worden onder voorbehoud van het voorafgaand advies van de directeur-generaal van de Technische Diensten wanneer het bedrag van de inschrijving of van de laagste regelmatige aanbidding 10 miljoen BEF bedraagt en op meer dan 10 % boven of op 15% onder het gemiddeld bedrag van de aanbiedingen ligt.

## HOOFDSTUK II. — Bepalingen betreffende de uitvoering van de opdrachten

**Art. 9.** De ambtenaar die een delegatie heeft om een opdracht te gunnen is ook bevoegd om de beslissingen te nemen in verband met de gewone uitvoering van deze opdracht.

De directeur-generaal van de betrokkene administratie heeft delegatie voor de beslissingen in verband met de gewone uitvoering van de door de Minister toegewezen opdrachten.

Worden aanzien als beslissingen betreffende de gewone uitvoering van een opdracht de beslissingen die binnen de grenzen van het onderwerp van de opdracht blijven.

**Art. 10.** Goedkeuringsdelegatie zonder beperking van het bedrag is toegekend aan de betrokkene directeur voor de afrekeningen die voortkomen uit de toepassing van de overeengekomen clausules, alsook voor de afrekeningen tot regularisatie van de goedgekeurde ramingstaten en waarvan de posten overeenstemmen met de ramingstaten die zij vervangen.

Delegatie is toegekend aan de betrokkene directeur-generaal om verlengingen van de termijnen toe te staan die te wijten zijn aan de Administratie of aan omstandigheden die de medecontracterende partij niet kon vermijden en aan de gevolgen ervan die hij niet kon ontwijken alhoewel hij zich zoveel mogelijk gehaast heeft, of ook aan de toepassing van de afrekeningen.

Deze delegatie mag enkel uitgeoefend worden indien zij geen aanleg geeft tot de toekenning van een overeengekomen vergoeding.

**Art. 11.** § 1. Delegatie is toegekend aan de in bijlage II vermelde ambtenaren om (1°) de afrekeningen goed te keuren ten belope van de overeenstemmende bedragen en die overeen te komen prijzen inhouden die het gevolg zijn van de wijzigingen aangebracht aan de werken binnen de grenzen van het onderwerp van de opdracht, bij toepassing van de bepalingen van artikel 42 van het ministerieel besluit van 10 augustus 1977 houdende vaststelling van de algemene aannemingsvoorwaarden van de overheidsopdrachten van werken, leveringen en diensten en (2°) om de overeenstemmende verlengingen van de termijnen toe te staan.

De in bedragen uitgedrukte plafonds zijn van gelijke toepassing op de staten, bestekken en niet bindende afrekeningen in meer en op de staten, bestekken en niet bindende afrekeningen in minder. Om het plafond in percentage te bepalen worden alle staten, bestekken en vorige niet bindende afrekeningen samengeteld alsof het staten, bestekken en niet bindende afrekeningen in meer waren.

§ 2. De afrekeningen van overeengekomen prijzen moeten aan het voorafgaand advies van de directeur-generaal van de Technische Diensten voorgelegd worden indien de in deze afrekeningen opgenomen werken in meer van overeengekomen prijs het bedrag van 2 miljoen bereiken of overschrijden ongeacht het eindbedrag van de afrekeningen.

**Art. 12.** § 1. Delegatie is toegekend aan de directeur-generaal van de betrokkene Administratie om bij gemotiveerde beslissing af te wijken van de hoofdbepalingen en voorwaarden van de opdracht bij toepassing van artikel 54 van het koninklijk besluit van 22 april 1977 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten. Deze delegatie is beperkt tot de opdrachten waarvan het bedrag niet hoger is dan hetwelk vastgesteld is door de inspecteur-generaal voor de in bijlage I vermelde onderhandse opdrachten.

§ 2. Onder voorbehoud van het eensluidend advies van de inspecteur-generaal van de Afdeling Geschillen en Juridische Studïën hebben de titularissen van de in bijlage I vermelde functies delegaties om :

1° de kwijtschelding van boetes ten belope van 10 % van de erin vermelde bedragen toe te staan of te weigeren;

2° de maatregelen op de medeaannemers ten belope van de erin vermelde bedragen en wijze voor de gunning van opdrachten van ambtswege toe te passen.

§ 3. Delegatie is toegekend aan de betrokkene directeur om de vrijmaking van borgtochten te beslissen, behalve in geval van betwisting waarin deze beslissing toekomt aan de inspecteur-generaal van de Afdeling Geschillen en Juridische Studïën.

**Art. 13.** De directeurs, ieder wat hem betreft, hebben delegatie voor de goedkeuring en de ordonnanciering van de uitgaven vastgelegd door de eerste ordonnateur op de kredieten ingeschreven in de administratieve begroting van het Waalse Ministerie voor Uitrusting en Vervoer, uitgezonderd de uitgaven inzake personeel, opdrachten in het buitenland, niet specifieke goederen en diensten.

### TITEL III. - Bepalingen betreffende de andere delegaties

#### HOOFDSTUK I. - *Bijzondere collectieve delegaties*

**Art. 14.** Delegatie is toegekend aan de titularissen van de in bijlage I bij dit besluit vermelde functies en ten belope van de erin geciteerde bedragen om opdrachten van diensten af te sluiten met derden, rechtspersonen binnen de activiteitsvelden die expliciet deelvormen van de bevoegdheden van de betrokkene directies en bestaande uit gespecialiseerde diensten van conceptie, studie, controle en aanneming.

**Art. 15.** Delegatie is toegekend aan de titularissen van de in bijlage II bij dit besluit vermelde functies en ten belope van de erin geciteerde bedragen om andere uitgaven van diensten toe te staan dan welke betrekking hebben op de opdrachten.

**Art. 16.** Delegatie ten belope van 20 miljoen BEF is toegekend aan de directeur-generaal van de betrokkene Administratie om de nodige maatregelen te treffen voor de door de Minister besloten onteigeningen.

**Art. 17.** Delegatie is toegekend aan de betrokkene directeur voor de ordonnanciering van alle ontvangsten betreffende de rechten vastgesteld ten voordele van het Waalse Ministerie voor Uitrusting en Vervoer.

Wat betreft de schade veroorzaakt door derden aan de roerende en onroerende goederen beheerd door het Waalse Ministerie voor Uitrusting en Vervoer, wordt delegatie toegekend aan iedere ambtenaar van het distrikt van de plaats waar de schade aangebracht is en die ten minste van niveau 3 is om de eerste vaststellingen te doen die nodig zijn voor de vervolging van hun daders.

**Art. 18.** Delegatie is toegekend aan de directeur-generaal van de betrokkene Administratie om huurcontracten af te sluiten voor zover de jaarhuur niet hoger is dan 1 miljoen BEF.

**Art. 19.** Delegatie is toegekend aan de directeur-generaal van de betrokkene Administratie om overeenkomsten af te sluiten voor de regeling van de huurschadevergoedingen voor zover hun bedrag niet hoger is dan 1 250 000 BEF.

**Art. 20.** Delegatie voor de goedkeuring van de uitgaven betreffende de betaling van moratoire rente is toegekend aan de directeurs-generaal die om de drie maanden de reden van de achterstand aan de Minister moeten uitleggen.

**Art. 21.** Delegatie is toegekend aan de directeur-generaal van de betrokkene Administratie om de overhandiging te machtigen, door toedoen van de Directie Ontvangsten, van ongebruikte onroerende goederen, uitgezonderd de door de Administratie gebruikte administratieve en technische gebouwen, onder voorbehoud van het voorafgaand advies van de Directie Beheer Onroerende Goederen wanneer de waarde van het goed op meer dan 1 miljoen BEF door het Aankoopcomité voor onroerende goederen voor de rekening van de Staat geschat is.

**Art. 22.** Delegatie is toegekend aan de betrokkene inspecteur-generaal om de overhandiging te machtigen, door toedoen van de Directie Ontvangsten, van ongebruikte roerende goederen, onder voorbehoud van het voorafgaand advies van de Directie Beheer Roerende Goederen wanneer de waarde van het goed op meer dan 100 000 BEF geschat is.

**Art. 23.** Delegatie is toegekend aan de secretaris-generaal om het personeel van het Waalse Ministerie voor Uitrusting en Vervoer te machtigen voor opdrachten in de lidstaten van de Europese Gemeenschap in verband met de uitvoering van de overheidsopdrachten waarmee hun Directie belast is, uitgezonderd alle opdrachten voor public relations of opleiding voor zover de totale kostprijs per persoon niet meer dan 100 000 BEF bedraagt.

Delegatie is toegekend aan iedere directeur-generaal voor de goedkeuring van de afrekeningen betreffende de in het vorige lid vermelde opdrachten.

HOOFDSTUK II. — *Delegaties eigen aan het Secretariaat-generaal*

Art. 24. Delegatie is toegekend aan de secretaris-generaal om :

- 1° huurcontracten af te sluiten voor zover de jaarlijkse huur niet meer dan 5 miljoen BEF bedraagt;
- 2° overeenkomsten af te sluiten tot regeling van de vergoedingen voor huurschade voor zover hun bedrag niet hoger is dan 5 miljoen BEF.

Art. 25. De inspecteur-generaal van de Afdeling Ontvangsten en Boekhouding is aangesteld als ambtenaar belast met het toezicht om de rekeningen van de buitengewone boekhouders goed te keuren, met uitzondering van de buitengewone boekhouders van de ministeriële kabinetten.

Art. 26. Delegatie is toegekend aan de algemeen ontvanger om in rechte op te treden, in een vonnis te berusten, beroep in te dienen of hieromtrent ieder gepast beroep in te dienen in het kader van alle betwistingen betreffende aangelegenheden die tot het beheer van zijn boekhouding behoren.

Hij kan ook alle vrijwarende maatregelen treffen en, in het bijzonder, in geval van failliet of van akkoord, alle schuldbetekenissen voortkomend uit aangelegenheden die tot dezelfde aangelegenheden behoren ondertekenen en indienen.

Art. 27. Delegatie is toegekend aan de directeur van de Departementale Boekhouding om de ordonnanceringen te ondertekenen van de uitgaven ten laste van de administratieve begroting van het Waalse Ministerie voor Uitrusting en Vervoer.

Indien de in het eerste lid genoemde ambtenaar afwezig of gehinderd is, is één voorafgaand door de directeur van zijn Directie aangestelde ambtenaar van de Directie Departementale Boekhouding gemachtigd deze delegatie uit te oefenen.

HOOFDSTUK III. — *Delegaties eigen aan de Algerzene Directie Wegen en Autosnelwegen*

Art. 28. Delegatie is toegekend aan de directeur-generaal om :

- a) overeenkomsten af te sluiten tot vaststelling van de tussenkomsten van de gemeenten in de kosten verbonden aan de aanleg van afwateringsmiddelen, ten belope van 3 miljoen BEF;
- b) vrijstellingen toe te kennen inzake gebruik van de ontlastingszones langs de autosnelwegen.

Art. 29. Delegatie is toegekend aan de betrokkene directeur om :

- a) overeenkomsten af te sluiten met de gemeenten voor de betaling van het onderhoud en de vernieuwing van de verkeerssignalering;
- b) overeenkomsten toe te staan betreffende de bouw van ondergrondse canalísaties die wegen en autosnelwegen doorkruisen;
- c) de specificaties vast te stellen tot regeling van het bouwen langs de wegen, namelijk inzake bouwen op een rechte lijn en achteruitbouwzone;
- d) om het planten en snoeien van bomen langs de wegen en het planten van hagen te machtigen;
- e) doen over te gaan tot het planten, snoeien en vellen van functionele en ornamentale beplantingen op het openbaar domein beheerd bij het Waalse Ministerie voor Uitrusting en Vervoer;
- f) om, binnen de grenzen van hun ambtsgebied, eensluidend advies te geven bij toepassing van artikel 21 van het koninklijk besluit van 21 augustus 1967 tot reglementering van de wielervedstrijden, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 6 februari 1970.

Het eensluidend advies moet echter door de directeur-generaal gegeven worden wanneer er meerdere directies bij betrokken zijn;

- g) machtigingen te geven inzake toelating en verkeer op de autosnelwegen binnen de grenzen van hun ambtsgebieden, bij toepassing van artikel 59.10.2 van het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer.

De machtiging moet echter door de directeur-generaal gegeven worden wanneer er meerdere directies bij betrokken zijn;

- h) onverminderd andere nodige machtigingen, aan derden en bij wijze van gunst, alle machtigingen toe te kennen om het openbaar gebied van hun ambtsgebied te gebruiken of over werken van alle aard uit te voeren voor het plaatsen van onder meer voetpaden, benzinepompen, wachthuisjes, kiosken, brievenbussen, straatlantaarns, straatkranen, bijkomende gas- en electriciteitsinstallaties, aansluitingen van paden en privé-toegangen, aanplakborden en -zuilen, openbare pompen, stationeringsplaatsen, afsluitingen en andere dergelijke installaties.

HOOFDSTUK IV. — *Delegaties eigen aan de Algemene Directie der Waterwegen*

Art. 30. Delegatie is toegekend aan de directeur-generaal om :

- a) het verkeer op de waterwegen te verbieden indien genoodzaakt door de dienst;
- b) het verkeer te verbieden inzonderheid op de bruggen, jaagpaden en wegen langs het water indien genoodzaakt door de dienst;
- c) overeenkomsten af te sluiten met de provincies, gemeenten en andere openbare instellingen voor een nieuw beheer van de jaagpaden of van de wegen langs het water of ermet gelijk gestelde wegen;
- d) afwijkingen toe te kennen, die voorzien zijn bij artikel 1, 4e lid van het koninklijk besluit van 3 november 1975 tot wijziging van het koninklijk besluit van 15 oktober 1935 houdende algemeen reglement van de scheepvaartwegen van het Koninkrijk.

**Art. 31.** Delegatie is toegekend aan de betrokkene directeur om :

- a) aan derden en bij wijze van gunst, alle machtigingen toe te kennen om hoe dan ook het openbaar gebied van de waterwegen, de havens of van hun aanhorigheden te gebruiken, bij toepassing van de door de directeur—generaal vastgestelde richtlijnen;
- b) te doen overgaan tot het planten, snoeien en vellen van functionele en ornamentale beplantingen langs de waterwegen en watervlakken;
- c) de werken van alle aard langs de waterwegen en de watervlakken of op hun aanhorigheden bij wijze van gunst te machtigen binnen de grenzen bepaald door de reglementeringen en richtlijnen.

#### HOOFDSTUK V. — *Delegaties eigen aan de Algemene Directie Vervoer*

**Art. 32.** Delegatie is toegekend aan de directeur—generaal om :

- a) machtigingen toe te kennen betreffende de inrichting, de wijziging of de afschaffing van regelmatige diensten;
- b) machtigingen toe te kennen betreffende de inrichting, de wijziging of de afschaffing van gespecialiseerde regelmatige diensten, uitgezonderd de schoolophaaldiensten;
- c) machtigingen toe te kennen voor tijdelijke diensten;
- d) machtigingen toe te kennen voor versterkingsdiensten;
- e) de voorstellen van de commissies van regelmatige diensten, gespecialiseerde regelmatige diensten en van de taxidiensten in werking te stellen.

**Art. 33.** Delegatie is toegekend aan de betrokkene directeur om :

- a) de wijzigingen van de uurroosters van de regelmatige lijnen en van de gespecialiseerde regelmatige lijnen goed te keuren;
- b) de metingen en de profileringsstableaus van de regelmatige lijnen goed te keuren.

#### HOOFDSTUK VI. — *Delegaties eigen aan de Algemene Directie Technische Diensten*

**Art. 34.** Delegatie is toegekend aan de directeur—generaal van de Technische Diensten om alle goedkeurings- of afzeggingsbeslissingen te nemen bij gerechten of rechtshandelingen, ten belope van 12 miljoen BEF zowel in kapitaal als in interesten en onder voorbehoud van het eensluidend advies van de directeur—generaal van de betrokkene administratie in geval van overheidsopdrachten en om alle eraan verbonden uitgaven goed te keuren.

**Art. 35.** Delegatie is toegekend aan de inspecteur—generaal van de Afdeling Geschillen en Juridische Studiën om :

- a) alle rechtsprocedures in te spannen ten belope van 25 miljoen BEF;
- b) om alle goedkeurings- of afzeggingsbeslissingen te nemen bij gerechten of rechtshandelingen, ten belope van 6 miljoen BEF zowel in kapitaal als in interesten en onder voorbehoud van het eensluidend advies van de betrokkene directeur—generaal in geval van overheidsopdrachten en om alle eraan verbonden uitgaven goed te keuren.

**Art. 36.** Delegatie is toegekend aan de inspecteur—generaal van de Afdeling Geschillen en Juridische Studiën om :

- a) de uitgaven van alle aard goed te keuren en inzonderheid de uitgaven in kapitaal en in interesten voortkomend uit rechtshandelingen en onderhandelingen, welke betrekking hebben op erelonen van advocaten of van deskundigen als ook de rechtskosten tot een maximum van 500 000 BEF;
- b) de vrijmaking van borgstellingen verbonden aan geschilzaken goed te keuren.

**Art. 37.** Delegatie is toegekend aan de directeurs van de Afdeling Geschillen en Juridische Studiën om :

- a) de aan het Waalse Gewest betekende deurwaardersexploiten in verband met aangelegenheden behorend tot de bevoegdheden van het Waalse Ministerie voor Uitrusting en Vervoer voor ontvangst te tekenen;
- b) de bescheiden van juridische et extrajuridische procedures in verband met aangelegenheden behorend tot de bevoegdheden van het Waalse Ministerie voor Uitrusting en Vervoer voor ontvangst te tekenen;
- c) onverminderd de bepalingen van artikel 26, alle schuldvorderingen te tekenen en neer te leggen in geval van failliet of van akkoord, ongeacht hun bedrag.

**Art. 38.** Zonder beperking van de bedragen is delegatie toegekend aan :

- de inspecteur—generaal van de Afdeling Electromechanische en Telecommunicatieuitrustingen om :
  - \* overeenkomsten af te sluiten met de belanghebbende bevoorraders voor de levering van de electriciteit aan de verschillende diensten van het Waalse Gewest;
- de industriële ingenieurs en aan de technische ingenieurs om :
  - \* alle rekeningen van electriciteitsverbruik verbonden aan de installaties waarvoor zij verantwoordelijk zijn vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren.

#### TITEL IV. — *Slot- en opheffingsbepalingen*

**Art. 39.** Wordt opgeheven het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 15 maart 1990 betreffende de bevoegdheidsdelegaties toegekend aan ambtenaren van het Waalse Ministerie voor Uitrusting en Vervoer, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Gewestexecutieve van 5 juli 1990, 10 januari 1991, 4 juli 1991 en van 16 juni 1992.

**Art. 40.** Dit besluit wordt van kracht op 1 januari 1994.

**Art. 41.** De Minister van Technologische Ontwikkeling en Tewerkstelling, de Minister van Binnenlandse Aangelegenheden, belast met Plaatselijke Besturen, Administratie en Gesubsidieerde Werken, de Minister van Vervoer, de Minister van Openbare Werken en de Minister van Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Begroting, zijn belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 14 oktober 1993.

De Voorzitter van de Regering, belast met Economie, KMO's en Externe Betrekkingen,  
G. SPITAEELS

De Minister van Technologische Ontwikkeling en Tewerkstelling,  
A. LIENARD

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden,  
belast met Plaatselijke Besturen, Administratie en Gesubsidieerde Werken,  
G. MATHOT

De Minister van Vervoer,  
A. BAUDSON

De Minister van Openbare Werken,  
J.-P. GRAFE

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Begroting,  
R. COLLIGNON

#### Bijlage I

#### Keuze van de wijze van de gunning van de opdracht, de gunning van de opdracht en van de vastlegging van de procedure

Uitgezonderd de andere dienstuitgaven dan welke betrekking hebben op de opdrachten is delegatie toegekend om over te gaan tot de wijze van de gunning van de opdracht, tot de gunning van de opdracht en tot de vastlegging van de procedure, aan de titularissen van de hieronder vermelde functies ten belope van volgende bedragen (BTW excl.):

	openbare aanbesteding openbare prijsaanvraag	onderhandse aanbesteding onderhandse prijsaanvraag	onderhandse aanneming
<b>1° wat betreft de werken</b>			
Directeur	7,5 miljoen	3,5 miljoen	2 miljoen
Inspecteur-generaal	15 miljoen	7,5 miljoen	3,5 miljoen
Directeur-generaal	25 miljoen	15 miljoen	5 miljoen
Secretaris-generaal	37,5 miljoen	20 miljoen	7,5 miljoen
<b>2° wat betreft de leveringen</b>			
Directeur	5 miljoen	2 miljoen	1 miljoen
Inspecteur-generaal	10 miljoen	5 miljoen	2 miljoen
Directeur-generaal	15 miljoen	10 miljoen	3 miljoen
Secretaris-generaal	20 miljoen	12,5 miljoen	5 miljoen
<b>3° wat betreft de diensten</b>			
Directeur	2 miljoen	1 miljoen	0,5 miljoen
Inspecteur-generaal	3 miljoen	1,5 miljoen	0,75 miljoen
Directeur-generaal	5 miljoen	2,5 miljoen	1,25 miljoen
Secretaris-generaal	10 miljoen	5 miljoen	2,5 miljoen

Indien de onderhandse aanneming hoger dan 1,250 miljoen BEF (BTW excl.) is, moet een rechtvaardigingsnota aan de bevoegde Minister gericht worden.

Gezien om bij het besluit van de Waalse Regering van 14 oktober 1993 betreffende de delegaties van bevoegdheden eigen aan het Waalse Ministerie voor Uitrusting en Vervoer gevoegd te worden.

Namen, 14 oktober 1993.

De Voorzitter van de Regering, belast met Economie, KMO's en Externe Betrekkingen,

G. SPITAEELS

De Minister van Technologische Ontwikkeling en Tewerkstelling,

A. LIENARD

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden,  
belast met Plaatselijke Besturen, Administratie en Gesubsidieerde Werken,

G. MATHOT

De Minister van Vervoer,

A. BAUDSON

De Minister van Openbare Werken,

J.-P. GRAFE

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Begroting,

R. COLLIGNON

#### Bijlage II

#### Afrekeningen met posten van overeen te komen prijzen

Wat betreft de goedkeuring van een afrekening of van opeenvolgende afrekeningen wordt het bedrag ervan of het totaal van de bedragen van de opeenvolgende afrekeningen door de hierna volgende ambtenaren goedgekeurd ten belope van het percentage van het bedrag van de inschrijving vermeld tegenover hun graad.

Directeur : 15 % tot 1 miljoen BEF

Inspecteur-generaal : 25 % tot 2 miljoen BEF

Directeur-generaal : 25 % tot 3,5 miljoen BEF

Secretaris-generaal : 25 % tot 5 miljoen BEF.

Gezien om bij het besluit van de Waalse Regering van 14 oktober 1993 betreffende de delegaties van bevoegdheden eigen aan het Waalse Ministerie voor Uitrusting en Vervoer gevoegd te worden.

Namen, 14 oktober 1993.

De Voorzitter van de Regering, belast met Economie, KMO's en Externe Betrekkingen,

G. SPITAEELS

De Minister van Technologische Ontwikkeling en Tewerkstelling,

A. LIENARD

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden,  
belast met Plaatselijke Besturen, Administratie en Gesubsidieerde Werken,

G. MATHOT

De Minister van Vervoer,

A. BAUDSON

De Minister van Openbare Werken,

J.-P. GRAFE

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Begroting,

R. COLLIGNON

## Bijlage III

**Machtiging voor andere dienstuitgaven dan welke betrekking hebben op aannemingen**

Delegatie is toegekend aan de titularissen van de hierna vermelde functies om machtiging te geven voor andere dienstuitgaven dan welke betrekking hebben op aannemingen ten belope van volgende bedragen (BTW excl.) :

Directeur : 75 000 BEF

Inspecteur-generaal : 500 000 BEF

Directeur-generaal

en Secretaris-generaal : 1 250 000 BEF

Gezien om bij het besluit van de Waalse Regering van 14 oktober 1993 betreffende de delegaties van bevoegdheden eigen aan het Waalse Ministerie voor Uitrusting en Vervoer gevoegd te worden.

Namen, 14 oktober 1993.

De Voorzitter van de Regering, belast met Economie, KMO's en Externe Betrekkingen,

G. SPITAEELS

De Minister van Technologische Ontwikkeling en Tewerkstelling,

A. LIENARD

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden,  
belast met Plaatselijke Besturen, Administratie en Gesubsidieerde Werken,

G. MATHOT

De Minister van Vervoer,

A. BAUDSON

De Minister van Openbare Werken,

J.-P. GRAFE

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Begroting,

R. COLLIGNON

**BRUSSELSE HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE****MINISTERIE  
VAN HET BRUSSELSE HOOFDSTEDELIJK GEWEST**

N. 94 — 414

[C — 31054]

9 DECEMBER 1993. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot vaststelling van het ontwerp van gewestelijk ontwikkelingsplan

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de ordonnantie van 29 augustus 1991 houdende organisatie van de planning en de stedebouw, inzonderheid op de artikelen 18 en 21;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 9 december 1993 betreffende de algemene voorstellingswijze van het ontwerp van gewestelijk ontwikkelingsplan en van het gewestelijk ontwikkelingsplan;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister-Voorzitter belast met Ruimtelijke Ordening, Plaatselijke Besturen en Tewerkstelling,

Besluit :

**Artikel 1.** Het ontwerp van gewestelijk ontwikkelingsplan wordt vastgesteld. Het bevat de stukken in bijlage :

1<sup>o</sup> het document « Krachtlijnen » genoemd dat een richtinggevende waarde heeft;

2<sup>o</sup> het document « Uitvoering » genoemd, dat een richtinggevende waarde heeft en de volgende elementen bevat :

a) het stadsproject vergezeld van een illustratieve kaart;

b) de thematische nota's, vergezeld van vijf kaarten;

c) de prioriteiten inzake grondbeleid;

**MINISTÈRE  
DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE**

F. 94 — 414

[C — 31054]

9 DECEMBRE 1993. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale arrêtant le projet de plan régional de développement

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu l'ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme, notamment les articles 18 et 21;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 9 décembre 1993 relatif à la présentation générale du projet de plan et du plan régional de développement;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre-Président, chargé de l'Aménagement du Territoire, des Pouvoirs locaux et de l'Emploi,

Arrête :

**Article 1er.** Le projet de plan régional de développement est arrêté. Il comporte les pièces ci-annexées :

1<sup>o</sup> le document, à valeur indicative, intitulé « Lignes de forces »;

2<sup>o</sup> le document, à valeur indicative, intitulé « Mise en œuvre », comprenant les éléments suivants :

a) le projet de ville, accompagné d'une carte illustrative;

b) les notes thématiques, accompagnées de cinq cartes;

c) les priorités en matière de politique foncière;